SOCIAL

Ils manifestent pour des salaires « décents »

Plusieurs manifestations ont eu lieu dans l'Aube hier « contre l'austérité » et pour une augmentation des salaires.
Ils étaient environ 390 personnes à Troyes et quelques dizaines à Romilly-sur-Seine ou Bar-sur-Aube.

MÉLANIE LESOIF

Environ 390 personnes ont répondu à l'appel de l'intersyndicale (dans l'Aube, FSU, CGT, CFDT, CFTC, FO, UNSA, CFE-CGC et Solidaires) à battre le pavé troyen hier, contre l'austérité et pour une augmentation des salaires dans un contexte d'inflation, dans le privé et dans le public.
Cinq mois après la promulgation de la réforme des retraites, malgré une mobilisation historique dans l'Aube et partout en France, la question du pouvoir d'achat était sur toutes les lèvres avant le départ des manifestants en direction de la préfecture, depuis la place Jean-Jaurès.

« IL FAUT QU'ON SOIT ENTENDU »

« On est condamnés à vivre de plus en plus pauvres, ce qui pose de gros problèmes pour le recrutement des enseignants », lançait avant les prises de parole Rudy Trevet, professeur de mathématiques en collège, et membre du Snes-FSU. *« Les concours ne font plus le plein. On va se retrouver comme l'hôpital, avec une dégradation de l'enseignement. »* Yannick Lequeux, 50 ans, délégué syndical CFTC qui travaille à Troyes Habitat, était présent à la manifestation *« pour poursuivre le dialogue syndical »*. *« Tout augmente sauf les salaires, il faut qu'on soit entendu par le gouvernement. Il n'est pas normal de ne pas pouvoir vivre de son salaire. » « Nous relayons en ce 13 octobre une mobilisation européenne pour le pouvoir de vivre, l'augmentation des salaires, des retraites, l'égalité femmes-hommes et la transition écologique »*, a également tenu à rappeler Delphine Thomas, agent EDF et secrétaire régionale de la CFDT.
Un appel à la grève était prévu en France hier, trois jours avant la conférence sociale qui réunira les syndicats et le gouvernement ce lundi.

La manifestation organisée à Troyes par l'intersyndicale auboise a réuni 390 personnes, ce vendredi 13 octobre. Photo Glenn Essoly

Retrouvez notre reportage en vidéo sur
lest-eclair.tv

Des profs ont rappelé leur refus du Pacte.

Une soixantaine de manifestants à Romilly

Après une période estivale qui a permis à l'intersyndicale locale de la CGT et de la CFDT de *« reprendre des forces »*, les membres des deux unions ont à nouveau défilé ensemble à Romilly-sur-Seine. Hier, devant la bourse du travail, une petite soixantaine de manifestants se sont rassemblés pour défiler dans les rues de la deuxième ville auboise. Le parcours était un peu réduit par rapport aux manifestations portées contre la réforme des retraites de l'an passé. Néanmoins, le cortège s'est arrêté le temps de quelques minutes devant la mairie. *« Ce jour du 13 octobre représente une première mobilisation dans le cadre syndical européen […] Grâce à nos mobilisations, c'est l'augmentation générale des salaires qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun de l'intersyndicale »*, a rappelé Christophe Latrasse, secrétaire générale de l'union locale de la CGT, lors de sa prise de parole. Parmi les manifestants également, quelques membres du comité de défense du cinéma Éden auxquels l'intersyndicale locale a prêté son soutien. D.S.

Hier, une petite soixantaine de manifestants s'est rassemblée.

PAS DE DÉFILÉ À BAR-SUR-AUBE

« Je regrette vraiment qu'on ne soit pas plus nombreux pour se mobiliser… » Ils n'étaient qu'une cinquantaine, hier après-midi, sur la place Carnot, devant l'hôtel de ville. Bien trop peu aux yeux de l'intersyndicale, qui a vite renoncé à défiler dans les rues de Bar-sur-Aube. La poignée de grévistes a donc dû se contenter de quelques interventions au micro. Et la voix d'une union locale de la CGT toujours aussi combative. « Nous ne sortons pas vaincus de la lutte contre la réforme des retraites », a martelé Josiane Mayor, sa secrétaire, « et nous sommes déterminés à être offensifs et mobilisés, pour obtenir davantage de justice sociale. »
Que ce soit pour le pouvoir d'achat – « La marge brute de l'industrie agroalimentaire s'est hissée au deuxième trimestre à 48,5 %, c'est inadmissible » –, la défense de ces services publics « sapés par les politiques d'austérité » ou l'égalité hommes-femmes. On a aussi entendu, enfin, Michel Bach, de La France insoumise, rêver d'un monde où le « RSA disparaîtrait, quand on aura tous un travail, de 32 heures par semaine. On réclame 32 heures non pas par paresse, mais par solidarité. » Il en est convaincu, « les constructeurs de solutions du monde de demain, ils sont ici, dans la rue. C'est nous tous. »

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)